



REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE DE LA COMMUNE DE **MIGNOVILLARD**

AM_2020_34

Nomination d'une coordonnatrice communale du recensement de la population et de l'agent municipal chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement

Le Maire de Mignovillard,

- Vu** le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données),
- Vu** le code général des collectivités locales,
- Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
- Vu** la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,
- Vu** la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,
- Vu** la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),
- Vu** le décret en Conseil d'État n°2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n°2002-276,
- Vu** le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,
- Vu** l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n°2003-485,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est nommée en qualité de coordonnatrice communale de l'enquête de recensement pour l'année 2021 : Mme Anne-Marie MIVELLE, 1^{ère} adjointe au maire.

Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Ses obligations relatives à la confidentialité et la protection des données sont celles définies par le règlement général sur la protection des données et les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisés.

À ce titre, elle s'engage notamment à ne pas transmettre les renseignements ou données relatives à des personnes physiques, qu'elle sera amenée à collecter ou mobiliser pour les besoins du recensement de population, à d'autres destinataires que ceux désignés ou autorisés par l'Insee ; ni en faire état dans ses relations à des tiers, quels qu'ils soient.

Elle reconnaît, en cas d'infraction, s'exposer aux poursuites d'ordre pénal prévues par l'article 226-13 du code pénal relatif au secret professionnel et les articles 226-16 à 226-24 du code pénal relatif aux atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques. Elle reconnaît également s'exposer dans ce cas à des poursuites en responsabilité civile au titre des dommages causés.

Article 2 : La coordonnatrice communale est assistée dans ses fonctions par l'agent municipal suivant :

- Mme Isabelle DAYET, en tant que coordonnatrice suppléante

Ses obligations relatives à la confidentialité et la protection des données sont identiques à celles définies à l'article 1 pour la coordonnatrice en titre.

Article 3 : M. le Maire de Mignovillard est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux intéressés et dont ampliation sera transmise à :

- M. le Préfet du Jura
- Monsieur le Trésorier de Champagnole
- Monsieur le Président du centre de gestion du Jura.

Mignovillard, le 30 juin 2020

Le Maire,



Florent SERRETTE



Je soussignée Anne-Marie MIVELLE reconnaît avoir reçu un exemplaire de la présente décision, avoir pris connaissance des obligations qu'elle comporte et avoir été informé que je dispose d'un délai de deux mois pour la contester auprès du Tribunal administratif de Besançon.

Le 06/07/2020

Signature :



Je soussignée Isabelle DAYET reconnaît avoir reçu un exemplaire de la présente décision, avoir pris connaissance des obligations qu'elle comporte et avoir été informé que je dispose d'un délai de deux mois pour la contester auprès du Tribunal administratif de Besançon.

Le 06/07/2020

Signature :

